

# **1. Quelle sera votre stratégie pour lutter contre la déprise agricole et préserver le foncier agricole ?**

La déprise agricole que vous décrivez est une réalité que nous constatons. En tant qu'apicultrice, je vois les parcelles se refermer, les prairies devenir friches, et les exploitations disparaître faute de transmission. Je pense qu'il faut protéger, mobiliser, transmettre.

## **1/Protéger le foncier agricole dans les documents d'urbanisme**

La première responsabilité d'une municipalité est d'agir sur le cadre réglementaire.

- Réaffirmer le caractère strictement agricole des zones A dans le PLU et limiter toute ouverture à l'urbanisation sur les terres fertiles de fond de vallée.
- Refuser les reclassements opportunistes en zones constructibles.
- Mettre en place une veille foncière active avec la SAFER afin d'être informés en amont des ventes de terres agricoles.
- Travailler en lien avec le Département et la DDT pour sécuriser juridiquement ces orientations.

La préservation du foncier doit devenir une ligne politique claire !!

## **2/ Identifier et remettre en production les friches agricoles**

La multiplication des terres incultes est un gaspillage écologique et économique. Sans compter les risques incendies lorsque les parcelles sont laissées à l'abandon (absence de débroussaillage).

Je propose :

- Un travail de cartographie fine des friches agricoles communales.
- Un partenariat structuré avec Terres en Guil et Terre de Liens 05 pour faciliter la remise en culture via la location.
- Continuer de mobiliser le foncier communal pour favoriser des installations à taille humaine et diversifiées.

L'objectif est de transformer ces espaces abandonnés en opportunités d'installation, avec des loyers extrêmement modérés.

## **3/ Favoriser la transmission et les nouvelles installations**

Le départ à la retraite massif est un enjeu majeur. Il ne s'agit pas seulement de maintenir des hectares, mais de maintenir des paysans. Les fermes d'aujourd'hui sont de plus en plus grandes ce qui rend de plus en plus difficile l'achat de ces mêmes fermes par les jeunes agriculteurs ensuite...

Nous soutiendrons :

- La mise en relation anticipée entre cédants et porteurs de projets en partenariat avec la chambre d'agriculture
- Les formes d'installation collective ou progressive.

- La diversification des productions (maraîchage, petits fruits, apiculture, transformation locale).
- Le travail avec les structures d'accompagnement et les partenaires que vous citez.

Je souhaite que la commune devienne un acteur facilitateur plutôt qu'un simple spectateur des transmissions. Pour moi, lutter contre la déprise agricole ne consiste pas seulement à éviter la perte de surface agricole utile. Il s'agit de défendre un modèle de territoire vivant, où l'on produit ici ce que l'on consomme, où l'installation est possible, et où le foncier n'est pas uniquement considéré comme une réserve à urbaniser. En tant qu'agricultrice et épouse d'un futur installé, je mesure combien l'accès à la terre conditionne tout le reste. Si nous sommes élus, notre municipalité prendra sa part de responsabilité autant que faire se peut.

## **2. Que proposez-vous pour soutenir l'installation paysanne, diversifier les productions et les orienter vers une agriculture paysanne et de qualité ?**

Les chiffres que vous citez montrent un paradoxe fort : notre territoire dispose d'un potentiel nourricier important, mais reste très dépendant pour les productions végétales et fruitières. Pour moi, l'enjeu n'est pas d'augmenter la surface agricole, mais d'orienter stratégiquement les installations vers des productions utiles au territoire et compatibles avec nos sols, notre climat et notre économie locale. Nous pouvons agir sur quelques leviers :

### **1/ Faciliter l'installation de petites et moyennes structures diversifiées**

La commune peut :

- Identifier du foncier adapté au maraîchage, aux petits fruits, à l'arboriculture ou à l'apiculture.
- Soutenir les projets collectifs (fermes partagées, ateliers de transformation mutualisés).
- Travailler étroitement avec l'ADEAR 05, la Chambre d'agriculture des Hautes-Alpes, le Parc naturel régional du Queyras et Terres en Guil pour orienter et accompagner les porteurs de projet.

### **2/ Soutenir la transition vers des pratiques agroécologiques**

Je pense qu'il ne faut pas opposer les modèles, néanmoins nous encouragerons :

- Les démarches vers l'agriculture biologique.
- La réduction des intrants.
- Les pratiques favorables aux pollinisateurs et à la biodiversité.

En tant qu'apicultrice, je mesure directement l'impact des pratiques agricoles sur la biodiversité...

### **3/ Développer les débouchés locaux**

Diversifier la production n'a de sens que si les débouchés suivent.

Nous travaillerons à :

- Renforcer les circuits courts.
- Faciliter l'accès des producteurs locaux à la restauration collective, notamment celle de l'école.
- Encourager la transformation sur le territoire.
- Valoriser les productions locales dans la communication communale.

Produire localement doit devenir un choix économique rationnel, pas un engagement militant isolé.

### **3. Que pensez-vous mettre en œuvre pour faciliter l'accès de la population et des professionnels aux produits du territoire ? En particulier pour les services de restauration collective dont vous avez la charge.**

Le constat est clair : notre territoire produit, mais une grande partie de l'alimentation consommée localement vient d'ailleurs. Cela affaiblit à la fois notre autonomie, nos producteurs et notre économie locale. Personnellement j'en sais quelque chose, je suis mise en concurrence directe avec le miel d'importation "Lune de miel" qui rentre à moins de 5€/kg sur le territoire ... Je pense qu'il faut rendre le local accessible à tous.

#### **1/ Faire de la restauration collective un levier stratégique**

La commune a une responsabilité directe sur la cantine scolaire.

Nous nous engageons à :

- Augmenter progressivement la part de produits locaux dans les marchés publics, en utilisant pleinement les leviers juridiques existants (critères de saisonnalité, fraîcheur, qualité, distance).
- Collaborer avec le Département des Hautes-Alpes et la Région pour mobiliser les dispositifs d'aide.
- S'appuyer sur les ressources du CIVAM et d'Un Plus Bio pour structurer la démarche.

L'objectif n'est pas seulement d'atteindre des pourcentages, mais de construire une filière stable entre producteurs et restauration collective, à tarif abordable.

#### **2/ Structurer les débouchés locaux**

Notre territoire dispose déjà d'initiatives dynamiques : 45 % des exploitations sont en circuits courts.

Nous souhaitons :

- Soutenir les initiatives comme Juste un Zeste.
- Faciliter la logistique entre producteurs (groupements de commandes, mutualisation).
- Valoriser les outils existants comme l'Abattoir des Hautes-Vallées et la Mégisserie du Queyras afin de maintenir la transformation de produits sur le territoire.
- Encourager les partenariats avec des réseaux comme Échanges Paysans.

Il faut éviter que la valeur ajoutée quitte le territoire....

### 3/ Rendre le local accessible socialement

Une alimentation de qualité ne doit pas être réservée aux ménages les plus aisés.

Nous travaillerons à :

- Maintenir des tarifs accessibles en restauration scolaire. Actuellement le repas à Eyglers est au tarif de 6€95. Nous estimons que ce tarif est trop élevé.
- Étudier les dispositifs de tarification sociale

Produire localement et consommer localement doivent devenir une évidence économique et sociale.

### 4/ Donner de la visibilité aux producteurs

La commune peut :

- Valoriser les producteurs dans ses supports de communication !
- Faciliter l'organisation de marchés !!
- Mettre en lien habitants, restaurateurs et agriculteurs lors de fêtes et événements, communaux par exemple,

Ces dernières années, en tant qu'apicultrice j'ai observé que la relation directe entre producteur et consommateur change la perception de la valeur d'un produit, notamment lors des ateliers Consom'acteur que j'ai donnés sur ma ferme en partenariat avec l'office du tourisme. Faciliter l'accès aux produits du territoire, ce n'est pas seulement soutenir l'agriculture : c'est relocaliser une part de notre économie, réduire notre dépendance extérieure et recréer du lien entre habitants et producteurs. La municipalité doit être un acteur facilitateur et structurant, pas un simple relais symbolique. Je pense également qu'il est important d'éduquer les plus jeunes à l'agriculture/ l'alimentation au travers de visites des fermes locales, d'ateliers de transformation.

## **4. Comment souhaitez-vous soutenir les initiatives de justice sociale et intégrer les enjeux de démocratie alimentaire ?**

La précarité alimentaire progresse partout en France, et notre territoire n'y échappe pas. Même si les indicateurs de pauvreté sont moins élevés qu'ailleurs, les revenus restent modestes, la population est vieillissante et l'inflation alimentaire a profondément modifié les habitudes de consommation. Pour moi, la justice sociale en matière d'alimentation repose sur deux piliers indissociables :

la dignité des personnes et la juste rémunération des producteurs.

### 1/ Garantir l'accès de tous à une alimentation de qualité

Nous soutiendrons activement les structures d'aide alimentaire présentes sur le territoire, notamment :

- la Croix-Rouge française

- le Secours Populaire français
- le Secours Catholique
- l'association Abri Janvier

Nous encouragerons l'approvisionnement en produits locaux et de qualité pour ces dispositifs, afin que l'aide alimentaire ne soit pas synonyme de produits dégradés. L'accès à une alimentation saine ne doit pas être conditionné au niveau de revenu.

## 2/ Faire évoluer la restauration collective vers plus d'équité

La cantine scolaire peut être un levier majeur de démocratie alimentaire :

- Maintien d'une tarification sociale adaptée aux revenus.
- Travail sur la qualité nutritionnelle des repas.
- Sensibilisation des enfants à l'origine des produits et au travail des agriculteurs.

Permettre à tous les enfants de manger local et de qualité, c'est réduire les inégalités dès le plus jeune âge.

## 3/ Ne pas opposer justice sociale et viabilité agricole !

Il est essentiel de rappeler que la précarité touche aussi les agriculteurs. Une politique alimentaire juste doit garantir un prix rémunérateur. En tant qu'apicultrice, je sais combien l'équilibre économique est fragile.

Nous défendons un modèle où :

- le producteur est correctement rémunéré,
- l'habitant accède à une alimentation de qualité,
- la valeur ajoutée reste sur le territoire.

La justice sociale alimentaire n'est pas une politique caritative. C'est un choix structurant pour la santé publique, la cohésion sociale et la vitalité économique locale. Une municipalité ne peut pas tout, mais elle peut créer les conditions d'un système alimentaire plus juste, plus participatif et plus ancré dans son territoire.

## **5. Quelles sont vos propositions pour adapter notre territoire et l'agriculture au changement climatique ?**

Le changement climatique n'est plus une hypothèse : il est déjà visible dans nos pratiques agricoles. En tant qu'apicultrice, je constate l'évolution des floraisons, les sécheresses estivales plus longues, les hivers irréguliers et l'impact direct sur les colonies.

### 1/ Adapter l'agriculture aux nouvelles conditions climatiques

Nous devons accompagner les agriculteurs face :

- aux stress hydriques,
- aux gels tardifs,

- aux événements extrêmes,
- aux tensions sur la ressource en eau.

Concrètement, la commune et l'intercommunalité pourront :

- Travailler avec le Parc naturel régional du Queyras pour intégrer pleinement les données du diagnostic énergie-climat dans nos décisions locales.
- Favoriser la préservation des sols (haies, prairies permanentes, lutte contre l'érosion).
- Soutenir les projets de stockage et de gestion raisonnée de l'eau.
- Garder la main sur nos ressources en eau (ASA!)
- Encourager la diversification des cultures rendue possible par l'évolution climatique.

L'adaptation doit être anticipée, pas subie.

## 2/ Réduire notre contribution aux émissions

L'agriculture représente une part importante des émissions nationales, notamment via l'élevage. Mais notre territoire pastoral présente aussi des atouts : prairies permanentes, estives, systèmes extensifs.

Nous soutiendrons :

- Les pratiques d'élevage extensif valorisant les prairies naturelles.
- Les démarches de réduction des intrants et d'optimisation des rations.
- La diversification végétale pour renforcer l'autonomie alimentaire des exploitations.
- Les circuits courts qui réduisent le transport et relocalisent la valeur.

Il ne s'agit pas d'opposer agriculture et climat, mais de faire évoluer les modèles vers plus de résilience.

## 3/ Faire de l'agriculture un levier de résilience territoriale

Lorsque j'ai passé mon diplôme agricole (BPREA) j'ai beaucoup étudié la question du changement climatique et comment revoir les pratiques agricoles actuelles, de les faire évoluer. L'agriculture peut aussi être une solution climatique :

- Stockage carbone dans les sols. (Si vous avez des questions à ce sujet, je peux développer).
- Maintien des paysages ouverts. (éco pâturage)
- Prévention des incendies par le pastoralisme.
- Préservation de la biodiversité.

La commune devra inscrire ces enjeux dans une stratégie cohérente avec l'intercommunalité, en lien avec les partenaires techniques.

## 4/Travailler à l'échelle intercommunale

Vous avez raison : la cohérence doit se construire à l'échelle du Guillectrois-Queyras (15 communes).

Je m'engage à porter ces sujets au niveau intercommunal afin :

- d'éviter les décisions contradictoires...
- de mutualiser les moyens,
- et de construire une politique agricole et alimentaire ambitieuse et réaliste.

Le changement climatique impose de sortir d'une logique défensive

En tant qu'agricultrice et élue potentielle, je considère que notre responsabilité est double : protéger celles et ceux qui produisent aujourd'hui, et préparer les conditions d'une agriculture viable demain.

Je vous remercie pour votre sollicitation. Vous remarquerez que plusieurs propositions se retrouvent sur plusieurs réponses à vos questions. C'est à dire que tout est lié quand on parle d'agriculture, de souveraineté alimentaire et de justice sociale ;-)